

MERCI

À nos membres et sympathisant·e·s ainsi qu'à nos organisations partenaires et aux collectivités qui nous soutiennent et qui croient à l'utilité de notre mission.

À toutes les personnes qui nous fournissent des informations, qui relisent nos documents avant leur publication ou qui participent à nos conférences de presse, ainsi qu'à celles qui diffusent nos observations auprès de leurs contacts ou s'en servent dans leur travail et leurs actions.

r a p p o r t d ' a c t i v i t é s o b s e r v a t o i r e r o m a n d d u d r o i t d ' a s i l e e t d e s é t r a n g e r s 2018

DES OBSERVATIONS FIABLES POUR DES REVDICATIONS SOLIDES

Dans l'écosystème touffu des associations qui s'engagent pour les personnes migrantes, l'observatoire joue un rôle particulier mais néanmoins essentiel. Il n'aide pas les demandeur·euse·s d'asile ni ne favorise l'intégration sur un plan individuel, d'autres le font déjà. Il ne réagit pas immédiatement au dérapage supputé, ni ne prépare l'artillerie lourde de campagnes d'affichage ou de récoltes de signatures. Il n'invective ni n'applaudit, se tient à distance du champ des émotions.

L'observatoire s'est donné une autre mission, qui par sa transversalité se rend utile à tou·te·s : fournir de l'information incontestable, documentée, reposant sur des cas concrets articulés avec les bases légales à questionner et posant les enjeux sur le plan humain. Dans notre société où la véracité des faits est toujours plus sujette à caution, cette fiabilité de l'information, c'est notre force. Dans un second temps, nos observations deviennent pour celles et ceux qui soutiennent les droits humains un pilier pour construire des mobilisations pertinentes.

3

Prenons le dernier rapport *Durcissements à l'encontre des Érythréen·ne·s : une communauté sous pression*. Apparaissent une pratique nouvelle du Secrétariat d'Etat aux Migrations et des nouvelles jurisprudences concernant ce groupe de migrant·e·s. Au début il n'y a que des ouï-dire, des communications des autorités dont on ne mesure pas l'étendue, des jurisprudences complexes dont on ne projette pas les conséquences.

C'est là que l'observatoire entre en scène, recherchant des exemples précis grâce à son réseau sur le terrain, les décrivant en détail dans leur cadre juridique traduit pour ainsi dire de la langue administrative vers le français. Pas étonnant que les exemplaires dudit rapport partent comme des petits pains : familles d'accueil, accompagnant·e·s divers·e·s et varié·e·s des personnes concernées, responsables d'associations, politicien·ne·s ou journalistes, tou·te·s ont besoin de savoir avec certitude ce que signifient les changements de pratiques et de lois. C'est la condition sine qua non d'une action que chacun·e entreprendra comme bon lui semble, en fonction de ses valeurs et de sa pratique. La responsabilité de l'observatoire dans le concert du droit d'asile et du droit des étrangers s'arrête là, mais la voix de son instrument n'en demeure pas moins unique et indispensable.

Pour le Comité, Aldo Brina

L'ODAE ROMAND

L'ODAE romand a pour mission de produire et diffuser une information fiable, fondée sur des cas individuels réels, afin de **rendre visible la réalité cachée** de ce que vivent une grande partie des requérant·e·s d'asile et des personnes étrangères en Suisse. Ses objectifs sont triples :

OBSERVER: collecter des cas d'application de la législation ou de pratiques des autorités qui entraînent des conséquences humaines choquantes, grâce à un réseau d'une centaine de correspondant·e·s engagé·e·s dans la pratique en Suisse romande.

VÉRIFIER: sélectionner et analyser ces informations, les synthétiser, les vulgariser et les faire relire par des spécialistes avant publication.

INFORMER: diffuser et valoriser les informations, encourager leur utilisation par les personnes-clés du débat sur l'asile et la migration, sensibiliser le grand public, mettre une expertise à disposition des professionnel·le·s, des associations, des écoles ou universités, etc.

Nos activités servent à informer **divers publics** : journalistes, parlementaires et personnes clés du débat politique (associations, partis, syndicats, organisations internationales), personnel des administrations, professionnel·le·s et bénévoles œuvrant auprès de la population étrangère, étudiant·e·s, chercheurs et chercheuses et enseignant·e·s, sans oublier nos membres, sympathisant·e·s et les 800 personnes abonnées à notre newsletter.

2018 EN CHIFFRES

- > 10 cas individuels et 58 infos brèves publiés sur notre site Internet et diffusés sur les réseaux sociaux et au moyen d'une Newsletter.
- > 1 rapport thématique sur les durcissements du droit d'asile qui visent actuellement les Érythréen·ne·s en Suisse, imprimé à 2000 exemplaires
- > Une conférence de presse suite à la sortie de notre rapport
- > 1 visite à Berne pour sensibiliser les parlementaires à la situation des Érythréen·ne·s
- > 8 interventions ou références à notre travail dans les médias et 5 reprises de nos informations par d'autres organisations
- > 3 lieux de présentation de l'exposition sur l'admission provisoire
- > 7 interventions dans des établissements scolaires ou de formation supérieure
- > 4 conférences adressées à des professionnel·le·s ou au grand public
- > L'élaboration avec 3 autres associations d'une nouvelle base de données pour la gestion des membres



- > Rapport publié en 2018

SITUATION DES ÉRYTHRÉEN·NE·S EN SUISSE

Sorti en novembre 2018, notre rapport « **Durcissement à l'encontre des Érythréen·ne·s: une communauté sous pression** » montre les durcissements du droit d'asile qui visent actuellement les Érythréen·ne·s, le plus grand groupe dans le domaine de l'asile en Suisse. Comment s'explique ce changement de pratique des autorités suisses? Que savons-nous de la situation des droits humains en Érythrée? Quel est le parcours et le déroulement de la procédure d'asile pour ces personnes, majoritairement des jeunes? Notre rapport apporte plusieurs éléments de réponses à ces questions. Pour cela, nous avons analysé les changements de pratique et avons recolté des informations et des témoignages auprès de ces réfugié·e·s et des personnes qui les accompagnent. En se fondant sur des cas concrets, le rapport met aussi en lumière les conséquences humaines de ces durcissements. Pour la première fois, nous nous sommes intéressés au sort d'un groupe en particulier, mais nos conclusions montrent qu'il y a lieu de s'inquiéter pour le droit d'asile au sens large.

PERMIS F : ADMISSION PROVISOIRE OU EXCLUSION DURABLE ?

Notre **exposition « permis F »** qui montre en textes et en images les réalités de l'admission provisoire, a continué sa tournée romande et s'est arrêtée en 2018 à Renens, à Yverdon et à Sion. Elle a permis d'aller à la rencontre d'un public toujours plus large, en donnant la parole aux personnes directement concernées. Chaque présentation de l'exposition a été l'occasion de diffuser notre **dépliant de témoignages**, ainsi que le **rapport « Permis F »** publié en 2015 et qui reste d'actualité. Des tables rondes ont été organisées en marge de l'exposition à Sion et à Yverdon. A Renens, nous avons animé une séance d'information sur les permis de séjour organisée pour le personnel de la ville.

DROIT AU MARIAGE POUR LES PERSONNES ÉTRANGÈRES

En 2018, nous avons débuté notre récolte de situations permettant de mettre en lumière les obstacles rencontrés par les personnes étrangères désirant se marier. Nous avons publié un cas et avons mené des entretiens avec des professionnel·le·s du droit des étrangers qui ont témoigné de leurs pratiques et de leurs expériences de ces procédures. Le projet de publication sur cette thématique a dû être temporairement suspendu lorsque la situation des Érythréen·ne·s en Suisse a commencé à se dégrader. Ce projet se poursuivra cependant en 2019 pour donner lieu à une publication début 2020.

RÉSEAU & IMPACTS

L'équipe du secrétariat de l'ODAE romand participe à diverses séances de réseaux ainsi qu'à des formations, colloques et tables rondes. Ce sont autant d'occasions pour relever des tendances et identifier des cas méritant de faire l'objet d'une publication. Grâce à sa connaissance du réseau, l'ODAE romand est souvent amené à orienter les personnes en quête d'information ou de soutien vers les structures adéquates.

En 2018, nous avons ainsi participé à un événement autour de la publication de témoignages d'ancien·ne·s réfugié·e·s portugais·es ayant fui le régime fasciste, afin d'apporter un éclairage sur la situation actuelle des réfugié·e·s. La coordinatrice est également intervenue en marge d'une projection scolaire lors du Festival international du film sur les droits humains. L'ODAE a également et pour la deuxième fois donné une formation sur les permis de séjour à l'intention des interprètes de la Croix-Rouge. Enfin, nous avons participé à un hackathon sur l'intégration professionnelle des personnes réfugiées.

En 2018, il y a eu **8 interventions ou références à notre travail dans les médias**. Notre coordinatrice Mélissa Llorens est notamment intervenue à 2 reprises sur les ondes de RTS La 1ère au sujet de la situation des Érythréen·ne·s. Les journalistes et d'autres organisations effectuant un travail d'information nous contactent aussi régulièrement pour obtenir des informations ou des cas concrets permettant d'illustrer leurs articles. Les différentes retombées de notre travail sont répertoriées dans la **rubrique « Nos impacts » de notre site internet**.

STRUCTURE ASSOCIATIVE

SECRETARIAT

Le secrétariat se charge de la vie courante de l'association et de la production du contenu du travail de l'ODAE romand.

Coordination à 80%: Mélissa Llorens

Stagiaires à 50% en 2018: Neslie Nsingi et Léa Avrany

BÉNÉVOLES

Une centaine de correspondant·e·s de toute la Suisse romande nous signalent et nous transmettent des situations individuelles. Des expert·e·s du droit d'asile ou des étrangers relisent nos fiches avant leur publication, garantissant leur pertinence d'un point de vue juridique. Le travail du secrétariat serait bien difficile sans leur appui continu et nous les en remercions chaleureusement!

MEMBRES ET SOUTIENS

688 personnes (dont 372 membres) et 78 organisations (dont 75 membres) soutiennent l'ODAE romand par le biais de leurs dons et cotisations. Principales sources de financement de l'association, ces contributions issues de la société civile sont encourageantes, mais aussi une condition indispensable à la poursuite de notre travail d'observation en toute indépendance. Le soutien d'organisations partenaires démontre la complémentarité de nos actions et met en évidence l'utilité de notre travail.

COMITÉ

Issus de différents cantons romands et œuvrant dans le domaine du droit d'asile et des étrangers, les membres (bénévoles) du comité ont pour mission d'assurer la gestion stratégique et financière de l'association. Ils soutiennent également l'équipe du secrétariat et font office de relais dans leurs cantons respectifs. En 2018, Le Comité était composé de :

Aldo Brina – collaborateur du secteur « réfugiés » au Centre social protestant (CSP) de Genève

Guadalupe De Iudicibus – collaboratrice de la Fraternité du Centre social protestant (CSP) Vaud

Magalie Gafner – juriste et sociologue au Centre social protestant (CSP) Vaud

Inge Hoffmann, présidente – enseignante d'allemand et vice-présidente de l'Université populaire du Canton de Genève

Françoise Jacquemettaz – coordinatrice du Centre Suisses-Immigrés Valais (CSI)

Eva Kiss – collaboratrice du Centre de contact Suisses – Immigrés (CSI) de Genève

Fanny Matthey – juriste, spécialiste du droit d'asile, collaboratrice scientifique à l'Université de Neuchâtel

Caroline Meraldi – juriste au Centre de contact Suisses – Immigrés (CSI), Fribourg

FINANCEMENT

En 2018, les cotisations et dons émanant d'individus se chiffrent à plus de 43 000 frs et représentent donc notre plus importante ressource. Les dons et cotisations d'organisations (associations, partis, églises, fondations, etc.) s'élèvent à 9 485 frs. Par ailleurs, nous avons reçu des subventions pour un montant de 10 000 frs. Les villes et communes suivantes ont soutenu l'ODAE romand en 2018: Carouge, Grand-Saconnex, Lancy, Meinier, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates, et Vernier. À cela s'ajoutent les financements octroyés par le Service Agenda 21 de la Ville de Genève et par le Bureau pour l'Intégration des étrangers (BIE) du canton de Genève, ainsi que par la fondation Paul Grüninger. Ces financements concernaient spécifiquement notre projet sur les Érythréen·ne·s, ainsi que notre prochain rapport d'observation qui sortira en 2019. Enfin, la mise en place de notre nouvelle base de données a été rendue possible grâce au soutien de la Loterie romande. Notons que celle-ci n'était pas budgétée et apparaît ci-dessous sous les rubriques «informatiques» (Charges) et «utilisation de fonds liés aux projets» (Produits).

À toutes celles et ceux qui ont rendu possible la poursuite de notre mission en 2018, nous exprimons ici notre profonde gratitude. La liste des institutions et collectivités qui nous soutiennent financièrement se trouve sur notre site internet, www.odaeromand.ch, dans la rubrique « Nos partenaires ».

BILAN AU 31.12.2018

ACTIFS	2018	PASSIFS	2018
Caisse	31.10	Passifs transitoires	237.15
Compte courant	6 166.35	Charges sociales	- 44.54
Compte épargne *	13 888.70	Fonds projets 2018-2019	6 204.64
Actifs transitoires	18 501.20	Fond informatique (Loterie romande)	10 097.30
Matériel informatique	1 068.05	Capital propre	33 391.78
		Résultat de l'exercice	-10 230.93
TOTAL ACTIFS	39 655.40	TOTAL PASSIFS	39 655.40

* L'ODAE se donne pour objectif de réunir sur ce compte une somme équivalente à 3 mois de salaire

BUDGET ET COMPTES 2018

Malgré le soutien indéfectible de nos membres et de nos partenaires, l'exercice comptable 2018 s'est terminé avec un déficit, ce qui nous a conduits à lancer un appel à soutien en fin d'année et à convoquer une assemblée générale extraordinaire en janvier 2019, afin de réfléchir au fonctionnement de l'ODAE romand. Sur la fin de l'année 2018 et le début de 2019, notre appel a permis de récolter plus de 45 000 frs, mais l'objectif de reconstitution des réserves et de stabilisation financière reste une priorité pour 2019. Nous avons lancé un processus de réflexion stratégique quant au rôle, au fonctionnement, à la visibilité et au mode de financement de l'association. Nous souhaitons ainsi poursuivre et développer nos activités qui répondent à un réel besoin, comme en témoignent les nombreux soutiens et encouragements que nous avons reçus.

CHARGES	Budget	Comptes
Charges personnel	86 100.00	83 783.21
Frais de fonctionnement	7 630.00	7 151.07
Publications	5 000.00	1 675.15
Informatique	680.00	20 862.20
Amortissements matériel informatique	1 070.00	1 140.00
Charges projets hors salaire	8 400.00	5 577.61
TOTAL CHARGES	108 880.00	120 189.24

PRODUITS	Budget	Comptes
Organisations	22 000.00	9 485.00
Collectivités publiques	16 000.00	10 000.00
Individus	42 000.00	43 362.00
Utilisation de fonds liés aux projets	23 600.00	42 164.36
Produits divers (interventions scolaires, remboursement, assurances etc.)	4 700.00	4 946.94
TOTAL PRODUITS	108 300.00	109 958.31
Résultat	-580.00	-10 230.93

PLUS D'INFOS SUR www.odae-romand.ch

Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers
(ODAE romand)

Case postale 270 | 1211 Genève 8 | 022 310 57 30
odae-romand.ch | info@odae-romand.ch
Genève, juin 2018

Pour participer à notre effort, vous pouvez...

- nous signaler des informations
- visiter et faire visiter notre site
- vous inscrire à notre newsletter et la diffuser
- devenir membre
- faire un don ponctuel ou un versement mensuel
au CCP 10-747881-0

MERCI!

Aux bénévoles qui nous ont soutenus et nous soutiennent dans notre mission. Au syndicat SIT qui met à notre disposition un local, une infrastructure et l'amitié de ses collaboratrices et collaborateurs. A la Fraternité (CSP Vaud), qui accueille les séances du Comité. A l'association Vivre Ensemble, qui a diffusé un document de présentation de l'ODAE à ses abonnée.e.s et qui publie régulièrement nos informations. À l'atelier Galiffe du CSP Genève, qui répond toujours présent pour la mise sous pli et l'envoi de nos rapports à plus d'un millier d'adresses.